



Cycle de conférences « Échanger pour mieux comprendre »



Actes de la conférence
**« Nouveau modèle de développement :
la parole aux jeunes »**

Casablanca, le jeudi 30 janvier 2020



FONDATION
Attijariwafa bank

Pôle Édition & Débats

Tous les actes des conférences du Cycle « Échanger pour mieux comprendre »
sont disponibles sur le site institutionnel : www.attijariwafabank.com

Échanger pour mieux
comprendre

ACTES DE LA CONFÉRENCE

Jeudi 30 janvier 2020

Annnonce du programme

Mme Mouna Kably, Responsable du pôle Édition & Débats, Fondation Attijariwafa bank

Mot de bienvenue

Mme Saloua Benmehrez, Directrice de la Communication Groupe et Fondation Attijariwafa bank

Panel de discussion

M. Adnane Addioui, Président du centre marocain pour l'innovation et l'entrepreneuriat social et membre de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement

M. Ayman Cherkaoui, Responsable du développement stratégique de la Fondation Mohammed VI

M. Ayman Cherragui, Président de l'association SimSim-Participation Citoyenne

Mme Sarah Mellal, Présidente de l'association JCI Maroc

M. Karim Tahri, Président de l'association Tizi

Modération

Mme Sanaa El Aji, Sociologue et journaliste

Séance de questions / réponses

La rencontre en images

Pôle Édition & Débats

Mouna Kably, Responsable

Kenza Lamniji, Chef de Projets

Sara Khallaayoun, Chef de Projets

Annnonce du programme

Mme Mouna Kably

Responsable du pôle Édition & Débats, Fondation Attijariwafa bank

Mesdames et Messieurs,

Bonsoir à tous et bienvenue à la 56^e édition du cycle « Échanger pour mieux comprendre » de la Fondation Attijariwafa bank. Nous sommes heureux de vous accueillir, une nouvelle fois, à l'espace Actua au milieu de la dernière exposition baptisée Estampes d'artistes dans la collection du groupe AWB que je vous invite à revisiter jusqu'au 28 février. Ce cadre artistique va donc servir, une fois de plus, d'écrin pour une conférence-débat dédiée aux jeunes, en faisant un zoom sur leurs attentes et leur rôle dans le nouveau modèle de développement.

Pour traiter cette thématique d'une grande actualité, nous avons le plaisir de recevoir un panel de choix :

- **M. Adnane Addioui**, Président de l'association Centre Marocain de l'Innovation et Entrepreneuriat Social et membre de la CSNMD
- **M. Aymane Cherkaoui**, Responsable du Développement stratégique, Fondation Mohammed VI
- **M. Aimane Cherragui**, Président de l'association Sim-Sim-Participation Citoyenne
- **Mme Sara Maalal**, Présidente de l'association JCI Maroc

- **M. Karim Tahri**, nouvellement élu Président de l'association TIZI, nous lui souhaitons plein succès de sa mission.

La discussion sera modérée par Mme Sanaa El Aji, Sociologue et Journaliste.

Je vous annonce que l'intégralité des échanges fera l'objet d'une publication d'actes de conférence qui sera disponible sur le site de la banque : attijariwafabank.com où vous trouverez toute la collection des Actes des conférences publiés depuis le lancement de ce cycle.

À présent, j'invite Madame Saloua Benmehrez, Directrice de la Communication Groupe et Fondation Attijariwafa bank à ouvrir cette séance. Puis M. Hatim El Otmani président de Atlas 4 Development nous présentera de manière succincte les résultats d'un sondage effectué auprès des adhérents et partenaires des associations A4D, JCI et TIZI autour des attentes de la jeunesse marocaine en matière de développement. Je remercie les 3 associations de s'être impliquées aux côtés de la Fondation AWB pour réussir cette rencontre.

Je vous souhaite une excellente conférence.



Mot de bienvenue

Mme Saloua Benmehrez

Directeur Exécutif Communication & RSE Groupe Attijariwafa bank

Mesdames et Messieurs,

Bonsoir à tous. Nous sommes très heureux de vous recevoir dans l'espace d'art Actua, au milieu de notre dernière exposition « Estampes d'artistes dans la collection Attijariwafa bank », organisée par le pôle Art & Culture de la Fondation Attijariwafa bank en hommage au talent des artistes marocains. Elle abrite une soixantaine de lithographies, gravures et sérigraphies, éditées en tirages limités depuis 1962, et est ouverte à tous jusqu'au 28 février prochain. Vous avez la possibilité de venir découvrir ces oeuvres ou télécharger le QR code de la visite virtuelle à partir des dépliants disponibles à l'entrée et du portail d'Attijariwafa bank.

C'est donc dans cet espace de créativité que nous avons choisi d'organiser la 56^e édition du cycle « Échanger pour mieux comprendre » consacrée

à une thématique d'actualité qui engage l'avenir de nous tous. Pour contribuer au débat en cours sur le nouveau modèle de développement, quoi de plus naturel que de donner la parole à la jeunesse qui peut être une force de propositions créatives et novatrices qui soient en accord avec ses attentes et ses aspirations ?

À ce propos, je saisis cette occasion pour féliciter toutes les associations de jeunes qui se sont impliquées, aux côtés de la Fondation Attijariwafa bank, dans l'organisation de cette rencontre et la mobilisation de leurs membres. Je remercie en particulier Atlas for Development, JCI et TIZI, mais aussi toutes les autres associations présentes avec nous ce soir, pour leur engagement citoyen et leur exemplarité auprès des jeunes et ce, dans des domaines aussi structurants que l'entrepreneuriat, l'action publique, le développement durable et la préservation de

l'environnement.

Si notre Fondation a pris l'initiative d'être le catalyseur de ce débat, c'est qu'il est important pour l'avenir de notre pays, de donner la parole à ces jeunes formés et engagés sur le terrain, pour connaître leur perception des problèmes actuels et les solutions qu'ils préconisent pour favoriser un développement économique et social inclusif, autrement dit, qui bénéficie à tous nos concitoyens. Notre démarche citoyenne se veut donc constructive et consensuelle, de manière à faire émerger des recommandations précises, réalistes et réalisables à court et moyen termes.

Certes les préoccupations de la jeunesse marocaine sont, sur le fond, similaires à celles de tous les jeunes à travers le monde : l'accès à une formation de qualité, à un emploi favorisant l'épanouissement personnel et l'harmonie sociale, et à des conditions de vie dignes.

Cependant, nous attendons tous de cette rencontre qui réunit un beau parterre de compétences, des recommandations pragmatiques, tirées du vécu sur le terrain et adaptées aux spécificités de la société marocaine.

Comme l'avait souligné Sa Majesté le Roi que Dieu l'Assiste dans son discours du 29 juillet dernier, à l'annonce de la création de la Commission spéciale pour le Nouveau Modèle de développement : « ... Plutôt que de s'inscrire dans une logique de

rupture avec le passé, il s'agit de poser un nouveau jalon dans notre processus de développement. Il importe avant toute chose, de faire preuve d'audace, d'esprit d'initiative, d'un sens élevé des responsabilités, lors de la mise en œuvre des conclusions judicieuses et des recommandations pertinentes qui seront adaptées, seraient-elles difficiles ou coûteuses... »

Je remercie nos intervenants de ce soir qui ont accepté de se plier à l'exercice. Bienvenue à :

M. Adnane Addioui, Président de l'association « Centre marocain de l'Innovation et de l'Entrepreneuriat Social », et membre de la Commission Spéciale pour le Nouveau Modèle de Développement

M. Aymane Cherkaoui, Responsable du Développement stratégique, Fondation Mohammed VI

M. Aimane Cherragui, Président de l'association Sim-Sim-Participation Citoyenne

Mme Sara Maalal, Présidente de l'association JCI Maroc

M. Karim Tahri, Président de l'association TIZI

Et bienvenue à **Mme Sanaa El Aji**, Sociologue et Journaliste qui assurera la modération de cette échange.



Mme Sanaa El Aji

Sociologue et journaliste

Mesdames et Messieurs,

Nous allons parler aujourd'hui du nouveau modèle de développement en donnant la parole aux jeunes. Je commencerai donc par remercier la Fondation Attijariwafa bank d'avoir initié ce débat. Débat des plus importants car les principaux concernés n'ont pas toujours l'occasion d'exprimer leurs perspectives d'avenir et leurs visions à ce sujet. Le dernier rapport du Conseil économique et social était alarmant par ses différents constats :

- incapacité de l'actuel modèle de développement à assurer l'essor économique ;
- un marché de l'emploi incapable d'optimiser les opportunités démographiques du pays ;
- la polarisation privé/public dans des secteurs vitaux comme l'éducation, la santé mais également entre le rural et le citadin ;

- un dysfonctionnement du système de la santé, de l'éducation et de la justice ;
- une politique d'aménagement créant des espaces d'exclusion sociale ;
- des problèmes de transport ;
- un manque de sécurité ;
- la faible implication des femmes dans le développement ;
- les entraves à l'entrepreneuriat.

Ce soir, nous n'allons pas aborder les difficultés relevées par ledit rapport, mais plutôt essayer de regarder vers l'avenir pour découvrir les aspirations des Marocains en général et celles des jeunes générations en particulier.

Il nous faudra également déterminer en parallèle des stratégies et/ou des recommandations réalistes. Au-delà des idéaux et des rêves, que peut-on apporter de concret à la jeunesse ? Pour répondre à ces questions, je présente à nouveau nos intervenants : M Adnane Addioui, Président du centre marocain pour l'innovation et l'entrepreneuriat social également membre de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement. M Karim Tahri, Président de l'association Tizi, Mme Sarah Mellal, Présidente de JCI Maroc –Jeune chambre internationale Maroc-, M Ayman Cherragui, Fondateur de l'association SimSim-Participation Citoyenne et enfin M Ayman Cherkaoui, Responsable du développement stratégique de la Fondation Mohammed VI.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, nous allons vous exposer les résultats préliminaires d'un sondage d'opinion, réalisé par Attijariwafa bank et l'Association Atlas For Development, sur les attentes des jeunes par rapport à ce nouveau modèle.

Il s'agit-là des premiers résultats et l'opération se poursuivra jusqu'en avril. Ceux qui sont intéressés pourront recevoir un lien de participation.

M Hatim El Othmani, Président Fondateur d'Atlas For Development va nous rendre compte des chiffres actuels à partir des réponses de plus de 300 personnes.



M. Hatim El Othmani

Président Fondateur d'Atlas For Development

Bonsoir à tous, je tiens dans un premier temps, au nom d'Atlas For Development, mais aussi des associations Tizi et de JCI Maroc, à remercier la Fondation Attijariwafa bank de nous avoir réunis en tant que tissu associatif jeune, afin de discuter d'une thématique majeure. Il y a une semaine, nous avons lancé ce sondage et obtenu 330 réponses. Cette initiative avait pour but de permettre aux jeunes de se faire entendre au sujet des priorités socio-économiques. Ces résultats préliminaires ont dégagé 5 points dominants :

- 43% ont cité l'éducation en tête des priorités contre
- 22% pour la santé
- 15% pour la justice
- 10,5% pour l'employabilité
- 8,5% pour la sécurité

Ce sondage est toujours en cours et ses résultats seront progressivement partagés sur nos sites respectifs.

Mme Sanae El Aji

Merci beaucoup, vous êtes tous invités à contribuer à ce sondage.

Je vais débiter avec M Ayman Cherragui que j'aimerais justement interpeller sur la question de la citoyenneté. Nous avons l'impression aujourd'hui qu'il y a une grande crise de confiance entre la jeunesse marocaine et les institutions. Selon un rapport du HCP, seulement 1% des jeunes Marocains sont membres de partis politiques et 10% à 15% appartiennent à la société civile. Les autres soit ils ne font pas du tout confiance aux institutions classiques, soit ils ont recours à d'autres formes d'expression d'engagement politique comme les pétitions à destination du Parlement.

Comment redonner confiance à cette jeunesse en la politique, la citoyenneté et la participation active ?



M. Ayman Cherragui

Président de l'association SimSim-Participation citoyenne

Tout d'abord merci de votre invitation et de votre engagement.

Pour redonner confiance en tous ces jeunes, il y a plusieurs approches. Cependant, je pense qu'il y a un seul mot d'ordre qui est récurrent, à savoir « donner l'exemple ». Aujourd'hui, je m'adresse aux jeunes et je sais que beaucoup vont être d'accord avec moi. Cette confiance brisée est due à un point bien précis : nos institutions n'ont pas des rôles modèles. Elles sont censées refléter l'expression d'une volonté collective, et pourtant, ces jeunes ne s'identifient pas à elles. Un Conseil communal, municipal, rural, régional et même le gouvernement doivent être des Chambres de résonance de cette volonté commune.

Nous sommes en plein débat sur la démocratie représentative, par opposition à la démocratie participative. Vous avez évoqué les pétitions et motions législatives comme des formes d'expression les plus fréquentes, elles le sont car les gens ne veulent plus attendre cinq ans

pour changer la constitution de leurs équipes gouvernementales/parlementaires, ou patienter six ans pour avoir leur mot à dire.

Ce que fait la Commission pour l'élaboration du nouveau modèle de développement en est un exemple. Écouter les différentes franges de la population, recueillir leurs avis, créer des espaces de partage et de connexion sont des choses dont nous avons absolument besoin. La verticalité de la communication, de la décision ou de l'approche nous a piégée pendant plusieurs années. Actuellement, même nos institutions sont dans l'impasse. Aucune d'entre elles ne sait vraiment quelle stratégie adopter pour impliquer la jeunesse dans la gestion de la chose publique. Il y a une crise de communication, une crise de confiance et aussi, un défaut d'implication. Les jeunes se tournent ainsi vers des formes d'expression beaucoup plus simples (le chant des ultras dans les stades, les graffitis sur les murs des bâtiments, la musique...) parce que les canaux officiels ne sont pas attrayants pour eux.

On ne peut pas contenir cette vague, ni l'endiguer car elle trouvera toujours son chemin. Il est donc fondamental d'écouter ce que les jeunes ont à dire par rapport à ce nouveau modèle de développement, aussi futile ou dérisoire que cela puisse sembler à certains. Nos jeunes ont quelque chose à apporter et j'espère que la Commission ira à la rencontre des collégiens et lycéens pour recueillir leurs idées autour de problématiques qui les concernent : quelles sont vos aspirations

pour le Maroc de demain, qu'aimeriez-vous voir dans votre pays, qu'est-ce qui vous fait rêver et qui vous passionne ?...

Il est très important de les impliquer dans ce processus de réflexion, parce qu'en général, la communication institutionnelle telle que nous la connaissons est davantage tournée vers les seniors avec tout le respect que nous avons pour les uns et les autres.

Mme Sanae El Aji

Merci beaucoup pour votre intervention et votre respect des délais impartis. Nous allons rester sur cette thématique de la citoyenneté, de la politique et de l'engagement avec Karim Tahri. Je rappelle que vous êtes l'actuel Président de l'association Tizi.

Lorsque M Ayman Cherragui était en train de parler, j'ai pensé à la dénomination d'un ministère que nous retrouvons dans chaque gouvernement depuis maintenant plusieurs années, celui de la Jeunesse et des Sports. On a eu tendance à lier la jeunesse aux sports ou parfois à d'autres domaines de création, alors que la jeunesse est une composante sociale transversale.

La jeunesse c'est l'éducation, l'emploi, l'environnement, la sécurité, le transport (...). Quels peuvent être les moyens concrets à mettre en oeuvre dans les années à venir, pour l'impliquer davantage, aller vers un développement du leadership, de la citoyenneté et ce, dès le collège ?



M. Karim Tahri

Président de l'association Tizi

Je tiens d'abord à vous remercier, c'est un grand honneur pour moi d'être ici parmi vous. Vous parliez de la jeunesse et de son association systématique aux sports depuis bon nombre d'années. Cela démontre tout simplement à quel point elle a été reléguée au second plan. Quand on parle de la jeunesse, on ne peut pas mettre de côté l'éducation qui constitue son socle prioritaire.

Malheureusement lorsque les jeunes arrivent à l'école traditionnelle, ils sont perçus comme des seaux vides que l'on doit remplir de savoir. En tant qu'étudiant, ce que je suis est aussi important que ce que j'apprends. Les jeunes ont du potentiel, c'est à nous de définir, sous un prisme nouveau, la meilleure manière de les accompagner dans leur développement.

Les grandes organisations ne parlent plus d'élèves ou d'étudiants, elles parlent « d'apprenants » car elles sont centrées sur l'humain. Quand on parle de génération Y, les besoins et les attentes changent automatiquement. Il y a la digitalisation,

les nouveaux modes d'apprentissage. Les jeunes ont évolué et les modes d'interaction avec eux doivent suivre ce chemin. Comme l'a si bien dit Ayman Cherragui, nous sommes dans une communication qui est axée sur des personnes un peu plus mûres.

Par ailleurs, ils doivent avoir des modèles et des leaders ; mais aujourd'hui où retrouvent-ils leurs leaders ? Sur les réseaux sociaux bien sûr ! Personne ne les accompagne. Dans la société d'hier, les sources d'éducation étaient limitées à l'autorité parentale, le Fqih ou l'Imam, et enfin, l'enseignant. De nos jours, le support didactique des adolescents, est le smartphone sur lequel ils passent 20 heures/semaine.

Nous avons besoin de figures qui vont les inspirer, de personnes engagées qui vont porter des causes, donner l'exemple, j'insiste là-dessus. Les leaders, ce sont nos professeurs, nos médecins, nos politiciens, nos parents. Ces individus doivent travailler sur un passage de relai et œuvrer

eux-aussi à la création de nouveaux leaders, des milliers de petits cavaliers blancs qui vont participer au Maroc plus juste de demain et ce grâce à l'éducation.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes, à peine 8% des élèves et des étudiants qui entrent au primaire finissent leur scolarité avec un diplôme universitaire. Quelque part nos jeunes ont un plafond de verre au dessus d'eux. Il faut trouver un moyen pour les 92% restants d'exprimer leur

potentiel. Nous rencontrons sur le terrain des jeunes au talent incroyable, des diamants bruts qui doivent être taillés et accompagnés. Parler d'éducation revient aussi à fournir à ces étudiants des professeurs armés d'un véritable bagage pédagogique et formés à la neuroscience, à la psychologie, et à la sociologie pour décrypter certains signaux. Mais la plupart viennent juste déverser un savoir alors que ces jeunes ont besoin d'être écoutés.

Mme Sanae El Aji

Merci Karim Tahri, je vous redonnerai la parole tout à l'heure. Vous avez, semble-t-il, mis le doigt sur un point qui fait vraiment mal à savoir le système éducationnel. On va en reparler de suite avec Mme Sarah Mellal, seulement avant de vous céder le micro, je voudrais juste rappeler un petit détail. Dans les années 80/90, les écoles privées étaient réservées à ceux qui avaient raté leurs études. 20/25 ans plus tard nous sommes dans une réelle polarisation, où l'égalité des chances s'anéantit de plus en plus. Désormais quand les parents en ont les moyens, ils placent leurs enfants dans des écoles payantes et il existe même une stratification à l'intérieur du système privé.

Pour les autres écoliers de condition modeste, il y a ce « plafond de verre » évoqué plus tôt. Au regard de notre sondage on a pu constater que l'éducation, la formation, l'insertion professionnelle sont les domaines où les attentes et frustrations des jeunes s'expriment le plus. Pensez-vous qu'il y ait encore de l'espoir ? Quels peuvent être les objectifs ici ?



Mme Sarah Mellal

Présidente de JCI Maroc- Jeune chambre internationale Maroc

Bonsoir à tous, je suis très contente d'être là ce soir et je tiens à remercier la Fondation Attijariwafa bank pour son invitation ainsi que tous les partenaires de la JCI.

Pour répondre à votre question Sanae, le développement du pays ne peut être atteint sans un épanouissement réel des jeunes, c'est ce à quoi nous nous appliquons via le développement des soft skills. Les écoles manquent de ce genre de formations, car elles s'intéressent surtout à la technicité et aux cours magistraux.

Les jeunes ont besoin de se connaître, de cultiver une self-estime et d'apprendre à se défendre face à leurs futurs employeurs ou n'importe quelles organisations. À notre niveau nous organisons des formations en compétences managériales et nous leur permettons également d'intervenir

sur des projets. C'est l'apprentissage par la pratique.

Quelques modules types commencent à apparaître dans les universités mais cela reste sporadique. Si la jeunesse n'est pas consciente des problématiques sociétales actuelles, elle ne pourra pas gouverner demain et n'aura aucune valeur ajoutée.

Autre point sensible, les jeunes générations ne sont pas cultivées. Comment voulez-vous en faire les modèles de demain ? À la JCI nous nous considérons comme des incubateurs de citoyens actifs, car chez nous ils travaillent sur des projets, essaient de trouver des solutions concrètes et durables à des problèmes sociaux. C'est de la sorte que l'on forme des citoyens capables d'aider leur gouvernement.

Mme Sanae El Aji

Merci beaucoup Sarah Mellal pour votre intervention. Ayman Cherkaoui, je me tourne vers vous à présent. Au Maroc souvent lorsque l'on parle d'environnement, on a l'impression de parler d'une thématique de luxe par opposition à l'éducation, la santé ou le chômage. Pourtant pas de développement économique et social sans éducation à l'environnement. Quelle est sa place dans ce nouveau modèle de développement ?



M. Ayman Cherkaoui

Responsable du développement stratégique de la Fondation Mohammed VI

C'est une vaste question. Il y a de brillantes personnes au niveau d'une commission qui sont en train de réfléchir là-dessus mais je vais tout de même lancer une petite idée surtout par rapport à un point qui intéresse le travail de l'association. Je pense qu'il faudrait alléger le dispositif juridique relatif aux libertés individuelles et à la création d'associations ou de partis politiques.

L'objectif ici est de permettre à des milliers

de jeunes d'exprimer leurs avis d'une manière plus intéressante et aussi en allant vers des formes d'expression plus simples. Nous n'avons pas d'offre politique stimulante pour eux, ni de partis correspondant à leurs attentes. Pourquoi ne pas favoriser l'éclosion de formations politiques en facilitant les rouages? Certes la loi le permet, mais les procédures devraient être beaucoup plus simples que celles qui existent actuellement.

Mme Sanae El Aji

Est-ce que créer un nouveau parti ce n'est pas rester dans les formes traditionnelles en lesquelles les jeunes n'ont a priori pas confiance ?

M. Ayman Cheragui

Aucun changement durable ne viendra en dehors des institutions. À quoi cela sert-il d'en établir depuis 1956 pour les terrasser et repartir de zéro ? Il est nécessaire de travailler avec ce que nous avons sous la main, occuper l'espace politique

entre nous et ensuite tenter de créer quelque chose de nouveau. Cette idée selon laquelle, nous avons besoin d'une rupture complète avec nos acquis politiques est impensable.

Mme Sanae El Aji

Est-ce que cette participation citoyenne via pétitions, que l'on a récemment pu observer est une manière d'impliquer les jeunes ? À-t-on besoin de faciliter ces démarches, pour montrer à la jeunesse que cela peut fonctionner ?

M. Ayman Cheragui

Absolument ! Même le fait de présenter des pétitions et des motions législatives est un peu contraignant en soi. Il faut obtenir quelques milliers de signatures, être inscrit sur liste électorale et avoir une certaine représentativité régionale de ladite pétition (...). Tout cela est un peu lourd pour des organisations de jeunesse. À mon sens il faudrait aller vers des actions de pression plus fréquentes en imposant par exemple des points à l'ordre du jour de nos conseils (municipaux,

provinciaux, régionaux ...), pour au moins ouvrir la discussion sur les sujets qui nous interpellent. Nos jeunes et nos concitoyens doivent être autorisés et encouragés à donner leurs points de vue plus fréquemment. Oui on peut demander à l'exécutif de mener une évaluation de cette expérience des pétitions, mais je pense qu'au-delà de 2021 il sera impératif de revoir les textes de lois qui régissent la démocratie participative, autrement nous allons droit vers l'implosion.

Mme Sanae El Aji

Merci Ayman. Restons sur la même thématique si vous le voulez bien. Je me souviens d'une émission télévisée lors de laquelle le représentant d'un parti politique nous disait « nous avons réalisé ceci et cela, seulement nous n'avons pas pu faire grand chose pour le ministère de la santé vu que nous n'avons pas ce portefeuille. Décryptage :

« Votez pour nous en 2021, nous pourrions faire quelque chose pour vous à ce moment là ».

Il semble que les partis politiques n'ont pas encore compris ce qui se passe au sein de la jeunesse. En tout cas bon nombre d'entre eux.

M. Karim Tahri

Je vais rebondir sur ce point, mais juste avant laissez-moi compléter les propos de M Cherragui. Commençons par étape : On veut un regain de confiance ? Faisons une évaluation des dernières politiques publiques.

Les jeunes veulent croire en des personnes qui vont travailler et qui seront jugées sur leurs résultats en fin de compte. On ne peut pas leur demander de s'exprimer, de lancer des pétitions pour des résultats hypothétiques. Il est à présent question d'un nouveau modèle de développement, qu'est-ce qui ne marchait pas dans l'ancien ? Faisons un état des lieux.

Si seulement 1% des jeunes participe à la vie politique du pays, cela signifie qu'il n'y aura

pas de relève demain. C'est flagrant ! Qui seront les leaders du futur ? À un moment donné il faut poser les règles. Lorsque l'on vote pour des partis politiques, cela veut dire que l'on porte notre confiance sur des personnes. Tout le monde sait comment cela se passe. Aujourd'hui j'ai un programme, demain le parti avec lequel je me battais lors des élections est celui avec qui je vais réaliser une alliance et oublier mes promesses. Quelle cohésion stratégique peut-on avoir avec un gouvernement formé de 7 ou 8 partis ? Dans quelques mois nous allons vivre au rythme des élections. Si aujourd'hui nous sommes incapables de nous mettre d'accord sur une vision commune, je ne vois pas comment on pourra mettre en place ce que nos amis de la commission pour le nouveau modèle de développement vont proposer...

Mme Sanae El Aji

M Tahri est-ce que la discrimination positive peut constituer une solution via une liste pour la jeunesse ? Quels mécanismes doit-on mettre en place ?

M. Karim Tahri

Il devrait y avoir chez nous ce que l'on appelle un conseil constitutionnel pour la jeunesse et le travail associatif. C'est un organisme qui n'a pas encore été nommé, mais je pense que cela ne

saurait tarder. Et pour que les jeunes puissent enfin devenir force de proposition, cet organisme devra être dénué de tout calcul politique.

Mme Sanae El Aji

Aucun changement durable ne viendra en dehors des institutions. À quoi cela sert-il d'en établir depuis 1956 pour les terrasser et repartir de zéro ? Il est nécessaire de travailler avec ce que nous avons sous la main, occuper l'espace politique

entre nous et ensuite tenter de créer quelque chose de nouveau. Cette idée selon laquelle, nous avons besoin d'une rupture complète avec nos acquis politiques est impensable.



M. Adnane Adioui

Président du centre marocain pour l'innovation et l'entrepreneuriat social et membre de la Commission Spéciale sur le Modèle de Développement

Merci de m'accueillir. Je pense que la première des choses c'est de changer de lunettes, on ne peut rien modifier en répétant les mêmes comportements. Si nous ne modifions pas nos perspectives, nos paradigmes de pensées, nous n'avancerons pas.

Le prisme qui m'intéresse c'est : comment le citoyen identifie sa responsabilité et passe à l'action en obligeant toutes les parties prenantes à exercer leurs fonctions de plein droit. Il ne s'agit pas de dire « on va réformer le système ou améliorer l'insertion professionnelle ». Si l'on souhaite une véritable transformation, il ne faudra pas faire les choses à moitié. On ne peut pas parler de régionalisation en ayant une approche centralisée.

Allons dans les régions voir ce qui s'y passe. Impossible de parler d'entrepreneuriat si tout est concentré sur un seul axe et ainsi de suite. Impossible de parler d'employabilité si une personne est obligée de passer par plusieurs langues sans réellement les maîtriser. Tout cela représente des problématiques fondamentales.

Si je devais résumer ce qui a été dit depuis le début, cette confiance dont nous sommes en

train de parler ne pourra être atteinte qu'en changeant les règles. D'un par une évaluation effective des politiques publiques. Personne ne doit être hors du système juridique, autrement nous persisterons sur la voie du favoritisme.

Ensuite nous devons voir plus loin en termes de planification. J'ai récemment lu un rapport sur le Japon, dans lequel décideurs et entrepreneurs sont en train de réfléchir à la technologie 6G et non pas 5G. La grosse problématique au Maroc c'est notre manque de prospective. Nous devons nous demander dans quel monde nous voulons vivre, comment allons-nous le créer et de quels outils avons-nous besoin ? Ces outils sont entièrement liés à la responsabilité des personnes et du système. Heureusement nous ne partons pas de rien. Il y a beaucoup de choses positives, de choses qui fonctionnent et ma recommandation est de valoriser ce qui existe pour l'optimiser et ne pas avoir à importer des systèmes ou des personnes. Misons sur nos ressources locales, humaines et technologiques pour devenir auto-suffisants. Encourageons aussi les citoyens à trouver des solutions à leurs propres problématiques c'est ainsi que nous arriverons à créer un système qui produit de la valeur ajoutée.



Mme Sanae El Aji

M Addioui vous avez parlé de la confiance et cela me mène vers la crise de valeurs au Maroc. Il y a quelques mois un jeune a trouvé un porte monnaie avec 5000 ou 6000 dirhams dedans et l'a rendu à son propriétaire. Beaucoup ont trouvé

la chose exceptionnelle alors que cela devrait être la norme. Est-ce que cette crise de valeurs sera prise en compte par ce nouveau modèle de développement ?

M. Adnane Addioui

Cela est lié à l'humain. Si l'on veut construire une société qui fonctionne, il faudra englober toutes les parties prenantes. On ne doit pas uniquement fonctionner pour aujourd'hui mais pour demain et après demain à Casablanca comme à Guercif. Il y a 7 ans j'ai lancé un programme dans l'éducation publique, l'objectif était de trouver des failles dans le système et d'exhorter les acteurs concernés (professeurs et élèves) à réfléchir à des solutions. En 2015 nous avons procédé à une étude d'impact et il s'est avéré que les personnes les plus impactées étaient les parents. Un parent

qui a confiance en son enfant va l'autonomiser et le responsabiliser. Voilà comment on crée la confiance dans la famille. C'est le point de départ ! Au sein du microcosme familial on définit une éthique, un code moral, un sens de l'hygiène, du respect et si l'autre fait de même dans son microcosme, on crée une chaîne. L'étape suivante est de dupliquer ce modèle éthique en entreprise, dans l'administration, en politique pour pouvoir rétablir une confiance systémique.

Mme Sanae El Aji

Les valeurs c'est la famille mais c'est également l'école...

M. Adnane Addioui

Bien entendu. L'école a un rôle très important à jouer là-dedans. On a entendu parler de nombreux scandales de fraude lors des examens et sur plusieurs villes. Je me trouvais récemment avec un doyen qui se disait absolument choqué de voir

que la triche existait aussi en milieu universitaire. Cela existe bel et bien ! Maintenant agissons, endiguons ces comportements et rétablissons la confiance.

Mme Sarah Mellal

Merci M Addioui pour la charge de dynamisme que vous ramenez avec vous. Sarah Mellal, en tant que membre impliquée de la société civile,

quelles peuvent être vos recommandations pour les années à venir?

Mme Sarah Mellal

Avant de répondre j'aimerais demander à l'ensemble des intervenants si l'un d'eux a déjà été sollicité par le gouvernement pour une réunion avec un ministère ? Deuxième question, l'un de vous a-t-il déjà réussi à approcher un ministre sans l'intervention d'une tierce personne ? Je suppose que vous vous êtes tous heurtés à une procédure lourde et compliquée. Nous avons tenté à plusieurs reprises d'inviter des ministres lors de rencontres organisées par nos soins. Soit ils ne donnent aucun retour, soit ils envoient un représentant à contre cœur. C'est très parlant.

Parmi mes recommandations je dirais de donner la parole aux jeunes dans les réunions des ministères. Au niveau de l'éducation, notre principal domaine d'intervention à la JCI, nous avons lancé des initiatives pour améliorer les choses dès le cycle primaire. Nous avons décelé un grand problème de communication entre les enfants et leurs professeurs. Problème qui persiste des années plus tard au lycée et aussi sur le marché du travail. Il faut instaurer des ateliers de communication dans toutes les langues.

Ces enfants ont également besoin de développer leurs compétences propres, leurs personnalités et un sens du partage. On a toujours peur que l'autre nous prenne nos idées, copie sur nous...

il n'y a pas de solidarité. Le système de notation prime sur tout le reste. Je trouve cela regrettable et frustrant pour les principaux intéressés.

Chaque enfant a des aptitudes et l'idéal est de l'orienter dès son plus jeune âge vers ce qu'il maîtrise le mieux. On doit penser à un système d'évaluation différent. Ce ne sont pas les notes qui devraient laisser croire qu'un enfant est plus intelligent qu'un autre ou qu'il aura un meilleur avenir. On crée un complexe de la sorte et une inquiétude qui n'a pas lieu d'être.

Ce qu'il faut viser c'est l'épanouissement de l'écologiste, faire en sorte qu'il connaisse ses atouts et soit en mesure de développer son humanité. Durant mes années universitaires, pour inspirer mes camarades de classe, je faisais imprimer des mini-biographies de célébrités internationales en prenant bien soin de toujours faire figurer parmi elles une sommité arabe et/ou musulmane. L'idée était de motiver les gens grâce à des parcours de vie. Ces portraits finissaient par être arrachés du mur et j'en remettais de nouveaux à chaque fois. Je voulais qu'ils prennent ces figures comme exemple et leur donner envie de devenir des citoyens actifs.

M. Adnane Addioui

C'est un bel exemple et pour rester dans une approche inclusive, il faut se dire que les jeunes ont besoin de quelques choses mais les personnes âgées aussi. Nous sommes tous en quête de solution pour telle ou telle problématique et

nous devons tous nous investir pour trouver comment améliorer nos conditions de vie. Je le redis un système fonctionnel est un système où les parties prenantes à l'unanimité ont une voix pour parler et se faire entendre.

Mme Sarah Mellal

Je suis d'accord et c'est ce que nous faisons dans nos locaux. Nous procédons par analyses et questionnaires, afin de cerner l'intégralité des problématiques et déterminer la meilleure façon

d'y répondre. Aller vers les personnes concernées pour recueillir leurs besoins et ensuite faire appel aux experts, aux investisseurs et aux techniciens.

M. Karim Tahri

J'avais débuté mon intervention par un diagnostic sur l'éducation, j'aimerais maintenant émettre quelques propositions. Nous avons parlé du nombre de parents qui inscrivent leurs enfants dans des établissements payants.

Honnêtement je trouve que c'est dommage, que les enseignants du public aient baissé les bras. Je travaille dans le privé et je suis pour qu'il s'allie à l'État. Pourquoi ne pas réaliser un partenariat public/privé et associatif en faveur de l'éducation.

C'est triste de devoir payer 3600 DH par mois pour l'éducation de son enfant. L'école est sensée être un moyen d'accéder à une justice sociale or nous nageons en pleine inégalité. Savez-vous que le décrochage scolaire est parfois lié à des questions aussi basiques que le manque

de toilettes ? Pourquoi ne pas construire des écoles gérées par le privé avec des fonds publics et qui soient subventionnées ? Instaurons un label de qualité, contrôlons les établissements. Parler d'éducation revient à parler de l'avenir de ce pays. Donnons un avantage fiscal aux familles qui scolarisent leurs enfants dans le privé, aidons-les en augmentant leur pouvoir d'achat. Faisons aussi en sorte d'initier très tôt les enfants à l'associatif pour cultiver en eux une fibre citoyenne.

Cela résoudra la crise des valeurs et développera la créativité. Et enfin l'éducation doit aller de concert avec l'emploi. Formons les élèves aux professions de demain. Pensons à un observatoire dont le rôle sera de détecter les métiers d'avenir? Cette structure favorisera une orientation intelligente des étudiants.

Mme Sanae El Aji

Merci beaucoup pour ces propositions. Ayman Cherkaoui, quelles sont vos recommandations en matière de développement durable ?

M. Ayman Cherkaoui

Je vais juste répondre rapidement en rebondissant sur deux concepts qui me paraissent importants.

-La valorisation de ce qui marche. Parlez de ce qu'il faut faire est une bonne chose, mais il est aussi nécessaire de parler de ce qui fonctionne chez nous, de le soutenir et de le reproduire. Dans cette optique, je souhaiterais toucher quelques mots au sujet d'une initiative qui a vu le jour l'année dernière grâce à son Altesse Royale la Princesse Lalla Hasna dans le cadre du Sommet action climat des Nations unies. Il s'agit de la plateforme de la jeunesse africaine pour le climat (African youth climate hub) qui compte actuellement 17 jeunes ambassadeurs.

-Il serait bon d'exposer certaines des composantes de cette initiative qui répondent à beaucoup des points

soulevés. Le premier c'est ce concept de réseau intergénérationnel, à savoir ne pas se limiter à des jeunes qui s'adressent aux jeunes mais faciliter les ponts entre générations. Avoir une jeunesse qui écoute mais aussi une jeunesse qui contribue.

-Le second point c'est l'incubateur à projets de la structure. Il y a de très belles idées au Maroc et ailleurs en Afrique. Projets qui au delà d'un financement, ont besoin d'un renforcement de capacité, d'une opportunité de présenter, montrer, connecter ce qu'ils font et veulent faire avec leurs autres frères africains.

Et enfin jamais deux sans trois, orientons-nous vers l'emploi vert. Les postes qui sont mis en place doivent être durables, éco-responsables et répondre aux nouveaux besoins de la société.

Mme Sanae El Aji

Avant de donner la parole à la salle, je vais poser une dernière question. Une proposition un peu populiste a circulé sur les réseaux sociaux récemment, selon laquelle chaque personne accédant au pouvoir devrait être obligée de mettre son ou ses enfants à l'école publique, pour l'exhorter à niveler l'enseignement vers le haut. Qu'en pensez-vous ?

M. Adnane Addioui

Je vais aller plus loin. Il faudrait carrément supprimer l'enseignement privé. J'étais en Iran il y a exactement trois ans. Là-bas, le privé c'est l'exception. Tout le monde suit l'enseignement public (riches, pauvres, moyens). Il existe deux

universités publiques à Téhéran et beaucoup de leurs lauréats sont ensuite intégrés au MIT. Si on place toutes les ressources humaines au même endroit, on obtient forcément des résultats et pas seulement pour une minorité.

M. Ayman Cherragui

Personnellement en tant que libéral je suis contre. Les gens ont le droit de scolariser leurs enfants là où ils le souhaitent. Le marché est là : il y a du public et du privé, de l'associatif, du collaboratif; Il y a également du home schooling. Je n'y vois aucun inconvénient. Il faudrait laisser aux individus la liberté de décider. Nous devrions avoir toutes

les offres existantes mais si l'une d'elles est en difficulté alors des partenariats gagnent à voir le jour. Imposer un modèle unique serait contre productif. Il s'agit d'un faux débat et il serait naïf de croire qu'en les forçant à mettre leurs enfants dans le public, ils lui accorderont plus d'attention.

Séance de questions/réponses

Question de M. Ali Sarhani, chef d'entreprise

Je voudrai réagir à ces brillantes interventions en disant ceci :

Quel que soit ce que l'on décide, tant que les jeunes ne s'intéresseront pas à la politique, on n'avancera pas. Je dirige une entreprise, je suis membre de la CGEM, lorsque l'on fait du lobbying sain, cela aboutit. On a une idée négative de la politique, pourtant elle est cruciale. On revient inévitablement vers elle car elle est au centre de tout.



Réponse de M. Karim Tahri

Intéresser les jeunes à la politique, je suis d'accord, seulement les jeunes ne comprennent rien à la politique. On a un devoir de vulgarisation. Il faut leur faire comprendre comment fonctionnent les institutions entre elles. Depuis 2011, Tizi travaille sur l'implication des jeunes en vue de

leur engagement. Nous disposons de clubs dans des universités mais quoi qu'on en dise elle leur fait peur et cette peur les dissuade. Les jeunes ne s'identifient pas à ces partis. Les solutions : avoir une vraie représentativité, des politiques proches d'eux en âge et plus de femmes aussi.

Question de M. Anas El Khyati, Étudiant en ingénierie

Merci pour ce débat. Nous constatons que la créativité n'est pas valorisée. Comment ce nouveau modèle de développement peut-il aider les jeunes entrepreneurs à faire preuve d'innovation, à devenir de vrais leaders et à marquer la scène nationale et internationale par leurs idées et leurs expériences ?



Réponse de M. Karim Tahri

L'innovation va de pair avec l'éducation mais aussi avec le passage de relai et l'entraide nationale. Les entreprises doivent inciter à l'innovation. Le financement de startup est une bonne chose pour appuyer les jeunes économiquement, les former à la gestion et au

développement de leurs activités. Tizi pratique une forme d'accompagnement. Chaque année nous sélectionnons 10 espoirs marocains détenteurs de talents dans un domaine particulier et nous les envoyons à la Harvard Kennedy School à nos frais pour se former au leadership.

Question de M. Ali Benyoussef, Diplômé en commerce et logistique

Bonjour à tous et à toutes. J'ai beaucoup aimé cette conférence et les idées qu'elle a générées. Je voudrais de mon côté clarifier quelques points par rapport au système public et privé. J'ai passé l'essentiel de ma scolarité dans le privé et mes deux dernières années de lycée dans le public. Elles ont été les plus épanouissantes de ma vie d'étudiant. J'étais au lycée public Al Laymoun à Rabat et il disposait de plusieurs pôles : Électrique, mécanique, arts appliqués, économique. Je tiens à préciser qu'une école privée n'est pas un gage de réussite car beaucoup d'entre elles gonflent les notes et cela se voit clairement lors des résultats du Bac.



Concernant les écoles primaires, il est fondamental d'intégrer le civisme et le savoir-vivre dans les programmes pour avoir un peuple éduqué par la suite. Vous voulez une jeunesse qui s'intéresse à la politique alors montrez-lui ce que c'est qu'un pays, ce que signifie de vivre en communauté et dans le respect de l'autre. Dernier point, aujourd'hui la tendance est à l'auto-entrepreneuriat, on le voit avec la création de tous ces nouveaux incubateurs. Nous devrions peut-être songer à intégrer ce système dans l'éducation afin de gagner du temps.

Question de M. Ahmed Ghayat, acteur civil

J'ai beaucoup apprécié la tonalité du débat et j'aurais trois interpellations si vous le permettez. Dans ce nouveau modèle de développement, il semble qu'il y ait des pistes prioritaires :

-les libertés individuelles. Très brièvement un jeune aujourd'hui ne vit pas son corps, son rapport à l'autre sexe comme nous avons pu le vivre à notre époque. Réfléchit-on à ce sujet ou est-ce qu'on se dit tant pis ?

-La liberté d'expression : Avant, l'expression passait par les rencontres politiques, associatives, syndicales, les grands organismes de jeunesse. Tout cela est révolu, maintenant les canaux d'expression des jeunes sont les réseaux sociaux, les terrains de foot, les chansons. Comment concilier liberté d'expression et ordre public car ce sont les deux piliers du vivre ensemble.

-Dernière chose et c'est mon intime conviction, je pense que l'une des clés ou la clé de ce nouveau modèle de développement reste la culture.



Mme Sanae El Aji

Avant de céder la parole aux intervenants, je souhaiterais préciser qu'il était prévu d'inviter des acteurs culturels pour débattre, seulement cela n'a pas été possible en raison de certaines

contraintes logistiques. Mais sachez que c'était à l'ordre du jour. Je cède à présent la parole à M Adnane Addioui.

Réponse de M. Adnane Adioui

Monsieur Ghayat merci pour votre allocution. Je vais utiliser cette Culture que vous citez comme moyen de répondre aux autres questions. La culture c'est d'abord une manière de réfléchir. L'entrepreneuriat, la création de projet sont une culture.

Si l'on veut vraiment créer une révolution culturelle dans le pays, il faut se dresser contre l'attentisme,

la déresponsabilisation et l'oppression avec un grand O. On ne doit pas attendre, mais faire ! Les jeunes doivent se lever et initier des projets car dès lors où l'on est dans une logique d'attente on ne fonctionne plus. Obligeons les gens à assumer leurs rôles. Le challenge est de pouvoir assurer une équité, pour que ces jeunes puissent enfin entreprendre.

Réponse de M. Ayman Cherkaoui

Avant tout, je voudrais rendre hommage aux commentaires qui ont été partagés par l'audience. On parlait de « Il », on devrait aussi parler de « elle » et entendre les remarques des femmes présentes.

Le deuxième point sur lequel je veux rebondir c'est l'importance de cet espace d'échange et l'environnement fait partie des thématiques autour desquelles il faut renforcer les capacités, monter la compréhension. Dans cette optique son Altesse

Royale a inauguré l'an dernier le Centre International Hassan 2 de Formation en Environnement. Il s'agit d'un espace tout comme celui-ci où nous espérons avoir des dialogues.

Dernier point à aborder : la culture. Il existe un lien très étroit entre elle et l'environnement. Un lien est ancestral et il serait bénéfique de le remettre au goût du jour.

Mme Sanae El Aji

Nous allons essayer de donner la parole à des jeunes et à des femmes à présent.

Question de Mme Meya Zeghari Responsable Entité Innovation Attijariwafa bank

Je pense que la question du politique est assez centrale. Il y a un diagnostic et ensuite des propositions mais s'il n'y a pas de vision politique derrière, on va vers de l'incohérence et nous perdrons de vue le type de société que nous désirons avoir.

Maintenant comment construire ce modèle ? Il ne va pas pouvoir se décréter d'en haut, il faudra un réel engagement des citoyens. Autre question qui n'a pas été abordée ici, c'est celle de la réforme de la justice, parce que l'État de Droit et la justice sont les bases sur lesquelles nous allons pouvoir construire cette société et accéder au développement économique.



Question de M. Amine Kanouni, Etudiant en master management des administrations publiques et territoriales

Comment se défaire de l'opportunisme négatif au sein d'une population ?



Réponse de M. Adnane Adioui

La problématique encore une fois c'est ce paradigme de création de valeurs. Si après cette rencontre, les personnes présentes ne tentent pas d'aider un jeune à mettre en place un projet ou une activité lucrative, tout cela n'aura servi à rien. Commençons à travailler chez nous. Si chacun de nous améliore son environnement direct, puis indirect il y aura un changement

palpable. Créons de la valeur et partageons là.

D'après moi les résultats sont meilleurs dans le public que dans le privé, seulement il y a un souci de moyens, donc pourquoi de grandes institutions privées comme les banques n'accordent-elles pas de subventions à l'enseignement public ?

Réponse de M. Ayman Cherragui

Je constate que l'éducation est un débat qui passionne tout le monde. Nous avons chaque année entre 280000 et 300000 chercheurs d'emploi qui arrivent sur le marché. Notre tissu économique formel n'arrive à générer dans le meilleur des cas qu'un total de 120000/150000 postes. On peut pointer du doigt l'éducation, la fragilité de l'entrepreneuriat et plein d'autres facteurs, mais le constat est là : Nous n'arrivons pas à bien accompagner ces citoyens et l'économique est à la base de tout cela.

Quel que soit le secteur nous avons des jeunes

qui ont envie de donner d'eux-mêmes sans trouver un terrain d'expression. Cela fait des années que nous attendons une stratégie nationale intégrée de la jeunesse. Le fait est que nous avons des ressources limitées et des ambitions énormes.

Le rôle de cette commission est d'avoir des idées. Celui de nos gouvernants est de définir les chantiers prioritaires, de modeler le système éducatif et entrepreneurial pour qu'ils aillent dans le sens choisi et enfin trouver les financements nécessaires à toutes ces réalisations.

Réponse de Mme Sarah Mellal

Je dois avouer pour ma part être agréablement surprise qu'un jeune comme Adnane Addiouï fasse partie de la commission sur le développement durable, car j'ai l'habitude de ne voir que des personnes d'un âge avancé dans ce genre de rassemblements. Autre aveu, je suis blasée. Je fournis énormément d'efforts afin d'impliquer les gouvernants pour au final recevoir des messages

me demandant ce que l'association attend d'eux...

Parler encore et encore ne sert à rien dans le fond et la présence du public fait une fois de plus défaut à cette conférence. Quelqu'un a dit ici que le premier domaine dans lequel investir est la croissance économique, je suis tout à fait d'accord. Sans croissance, il n'y aura rien de pérenne.

Mme Sanae El Aji

Merci à Sarah Mellal, Aymane Cherkaoui, Aymane Cherragui, Karim Tahri, Adnane Addiouï et enfin Hatim El Othmani. Merci pour la passion avec laquelle vous êtes intervenus. Il reste encore beaucoup à dire sur la culture, les libertés

individuelles, la réforme de la justice, la croissance économique et le débat ne fait que commencer. Merci à la Fondation Attijariwafa bank pour son accueil et bonne continuation à chacun de vous.

La rencontre en images









LA FONDATION Attijariwafa bank, UN ACTEUR CITOYEN AU SERVICE DU DÉBAT & L'ÉDITION, DE L'ÉDUCATION ET DE L'ART & LA CULTURE

La Fondation Attijariwafa bank déploie toute son énergie et son savoir-faire depuis plusieurs décennies, en soutenant trois domaines essentiels pour le développement de notre pays, à savoir le débat d'idées & l'édition, l'éducation, l'art et la culture.

Le pôle Édition & Débats a pour mission de promouvoir un débat constructif sur des problématiques économiques, sociales, sociétales, et culturelles. À travers son cycle de conférences « Échanger pour mieux comprendre », le pôle offre une plateforme ouverte aux opérateurs, acteurs de la société civile, étudiants et enseignants universitaires, afin de favoriser l'échange avec les experts marocains et étrangers. Par ailleurs, le pôle Édition & Débats apporte son soutien à la publication de livres et manuscrits, et assure la diffusion de travaux de recherche et de productions intellectuelles réalisés par les entités de la banque.

Le pôle Éducation apporte un appui à l'enseignement sur l'ensemble de sa chaîne de valeur, du préscolaire au supérieur, afin de contribuer à la réduction des taux d'abandon et d'échec scolaire. Le pôle initie ainsi de nombreuses actions structurantes dans ce domaine comme le programme d'appui au préscolaire en faveur du quartier de Sidi Moumen à Casablanca ; le soutien à l'amélioration de la qualité du primaire au niveau des établissements publics ; et le soutien aux élèves de classes préparatoires dans leur préparation aux concours d'accès aux grandes écoles, à travers les semaines de concentration et l'amélioration de la qualité

de vie dans les centres de classes préparatoires. Par ailleurs, le pôle Éducation a fait preuve d'innovation en créant, en partenariat avec Banco Santander, le master « Banque et Marchés Financiers » ainsi que le portail et la carte Jamiati.

Le pôle Éducation est également engagé en faveur de l'encouragement de l'esprit d'entrepreneuriat et l'accompagnement des jeunes promoteurs. Enfin, le soutien aux associations en faveur des populations démunies ou en situation précaire constitue un axe d'intervention majeur du pôle.

Le pôle Art & Culture est un acteur majeur dans la démocratisation de l'accès à la culture et à l'éducation artistique des jeunes. Depuis plusieurs années, le pôle apporte un soutien à la création artistique contemporaine et facilite l'intégration des jeunes talents dans le circuit artistique. De même, il accompagne les projets universitaires et associatifs visant l'épanouissement artistique en milieu scolaire et universitaire. Initiateur de plusieurs expositions monographiques ou collectives, le pôle Art & Culture contribue à la promotion des artistes africains et fait de l'art, un vecteur de rapprochement et d'échange interrégional. Il assure, enfin, la conservation et la valorisation du patrimoine artistique du groupe Attijariwafa bank.

Dans chacun de ses trois pôles, la Fondation Attijariwafa bank a développé une expertise qu'elle met au service de la communauté ou tissé des partenariats solides avec des associations de renom afin d'optimiser la portée de ses initiatives citoyennes.



التجاري وفا بنك
Attijariwafa bank

Croire en vous

attijariwafabank.com